

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1957 Nr. 217

A. TITEL

*Negende Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake
oprichting ener Europese Betalings Unie;
Parijs, 28 juni 1957*

B. TEKST**Protocole Additionnel No. 9 portant amendement à l'Accord sur
l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements du
19 septembre 1950**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, du Royaume de Grèce, de l'Irlande, de la République d'Islande, de la République Italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque;

Signataires de l'Accord sur l'Établissement d'une Union Européenne de Paiements (appelé ci-dessous l'„Accord”), signé le 19 septembre 1950, et du Protocole d'Application Provisoire de l'Accord, signé le même jour, lequel dispose dans son paragraphe 1 que l'Accord est appliqué à titre provisoire comme s'il avait produit ses effets à compter du 1er juillet 1950;

Signataires des Protocoles Additionnels Nos 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, portant amendement à l'Accord et signés respectivement le 4 août 1951, le 11 juillet 1952, le 30 juin 1953, le 30 juin 1954, le 29 juin 1955, le 5 août 1955 et le 29 juin 1956;

Rappelant qu'en vertu d'un Mémoire d'Accord entre les Gouvernements d'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et de Yougoslavie concernant le Territoire Libre de Trieste, paraphé à Londres le 5 octobre 1954, le Gouvernement Militaire Allié de la Zone Anglo-Américaine du Territoire Libre de Trieste a été supprimé à dater du 26 octobre 1954; qu'en vertu dudit Mémoire d'Accord, le Gouvernement Italien a pris en charge, à compter de la même date, l'administration du territoire dont la responsabilité lui est confiée par le Mémoire d'Accord;

Étant convenus d'apporter certains amendements à l'Accord;

Considérant la Décision en date du 28 juin 1957, par laquelle le Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique a approuvé le texte du présent Protocole Additionnel;

Désirant donner effet immédiat aux dispositions dudit Protocole Additionnel;

**Supplementary Protocol No. 9 amending the Agreement for the
Establishment of a European Payments Union
of 19th September, 1950**

The Governments of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Kingdom of Greece, Ireland, the Republic of Iceland, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Sweden, the Swiss Confederation, and the Turkish Republic;

Being the Signatories of the Agreement for the Establishment of a European Payments Union (hereinafter referred to as the "Agreement"), signed on 19th September, 1950, and of the Protocol of Provisional Application of the Agreement, signed on the same date, in accordance with paragraph 1 of which Protocol the provisions of the Agreement are being provisionally applied as if it had been effective as from 1st July, 1950;

Being the Signatories of Supplementary Protocols No. 2, No. 3, No. 4, No. 5, No. 6, No. 7 and No. 8 amending the Agreement, signed on 4th August, 1951; 11th July, 1952; 30th June, 1953; 30th June, 1954; 29th June, 1955; 5th August, 1955, and 29th June, 1956, respectively;

Recalling that by virtue of a Memorandum of Understanding between the Governments of Italy, the United Kingdom, the United States and Yugoslavia regarding the Free Territory of Trieste, initialled in London on 5th October, 1954, the Allied Military Government of the British-United States Zone of the Free Territory of Trieste was terminated as from 26th October, 1954, and that by virtue of that Memorandum of Understanding the Italian Government took over, as from the same date, the administration of the territory the responsibility for which is entrusted to it by that Memorandum of Understanding;

Having agreed to make certain amendments to the Agreement;

Having regard to the adoption on 28th June, 1957, by the Council of the Organisation for European Economic Co-operation of a Decision approving the text of the present Supplementary Protocol; and

Being desirous of giving immediate effect to the provisions of the said Supplementary Protocol;

Sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le paragraphe *b* de l'article 19 de l'Accord est modifié comme suit:

„*b*. Les décisions prises par le Conseil en vertu du présent Accord, sous réserve des dispositions des paragraphes *c* et *d* du présent article et de l'article 35 *septièm*s, sont prises par accord mutuel de toutes les Parties Contractantes, à l'exception des Parties Contractantes qui sont absentes ou s'abstiennent. Toutefois:

1. l'accord d'une Partie Contractante n'est pas nécessaire pour l'adoption d'une décision tendant à suspendre, en ce qui la concerne, l'application du présent Accord conformément à l'article 33 ci-dessous, ou prise au cours de la période pendant laquelle l'application du présent Accord est suspendue en ce qui la concerne; et

2. un pays à l'égard duquel le présent Accord a pris fin participe aux décisions prises, en ce qui le concerne, en vertu du paragraphe 6 de l'Annexe B au présent Accord.”

Article 2

Le paragraphe *a* de l'article 20 de l'Accord est modifié comme suit:

„*a*. Le Comité de Direction est composé de sept membres au maximum; les membres sont nommés par le Conseil parmi les personnes présentées par les Parties Contractantes. Tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle le présent Accord prend fin en vertu des articles 34 ou 35 *septièm*s ci-dessous, cesse, de ce fait, d'être membre du Comité de Direction. Sauf décision contraire de l'Organisation, tout membre nommé sur la présentation d'une Partie Contractante à l'égard de laquelle l'application du présent Accord est suspendue en vertu de l'article 33 ci-dessous ne peut assister aux séances du Comité de Direction pendant la durée de cette suspension. Le mandat des membres du Comité de Direction est, sauf décision contraire du Conseil, d'une durée d'un an; il est renouvelable.”

Article 3

L'article 35 *septièm*s nouveau ci-dessous est ajouté après l'article 35 *sexièm*s de l'Accord:

„Article 35 *septièm*s

Nouvelle prorogation de l'article 11

a. L'Organisation procédera, au plus tard le 31 mars 1958, à un examen général du fonctionnement du présent Accord afin de

Have agreed as follows:

Article 1

Paragraph (b) of Article 19 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(b) Subject to the provisions of paragraphs (c) and (d) of the present Article and of Article 35 *septies*, decisions of the Council under the present Agreement shall be taken by mutual agreement of all Contracting Parties, except those which are absent or abstain. However,

(i) the agreement of a Contracting Party shall not be required for the adoption of any decision concerning the suspension with regard to it of the application of the present Agreement in accordance with Article 33, or for the adoption of any decision taken in the course of any period during which the application of the present Agreement is suspended with regard to it; and

(ii) a country with regard to which the present Agreement has terminated shall take part in decisions which concern it taken by virtue of paragraph 6 of Annex B to the present Agreement.”

Article 2

Paragraph (a) of Article 20 of the Agreement shall be amended and shall read as follows:

“(a) The Managing Board shall consist of not more than seven members who shall be appointed by the Council from persons nominated by the Contracting Parties. Any member appointed upon the nomination of a Contracting Party in respect of which the present Agreement terminates under Articles 34 or 35 *septies* shall thereupon cease to be a member of the Board. Unless the Organisation decides otherwise, any member appointed upon the nomination of a Contracting Party in respect of which the application of the present Agreement is suspended by virtue of Article 33 shall, for the period of suspension, not attend the meetings of the Managing Board. Unless the Council decides otherwise, the term of office of members of the Board shall be one year; they may be re-appointed.”

Article 3

A new Article 35 *septies* shall be added to the Agreement after Article 35 *sexies*, which shall read as follows:

“Article 35 *septies*

Further Extension of the Operation of Article 11

(a) Not later than 31st March, 1958, the Organisation shall carry out a comprehensive review of the operation of the present Agree-

décider, en consultation avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, des conditions dans lesquelles l'article 11 ci-dessus pourra être prorogé à compter du 1er juillet 1958.

b. Le présent Accord prendra fin au 30 juin 1958 en ce qui concerne toute Partie Contractante qui ne participerait pas à la décision de l'Organisation prévue au paragraphe *a* du présent article et le paragraphe *e* de l'article 34 ci-dessus s'appliquera à ladite Partie Contractante.

c. Les autres Parties Contractantes maintiendront en vigueur entre elles l'article 11 aux conditions qu'elles détermineront, sans préjudice des dispositions du paragraphe *b* de l'article 36 ci-dessous."

Article 4

Le paragraphe 1 de l'Annexe B à l'Accord est modifié comme suit:

„1. Dans le cas où le présent Accord prend fin en ce qui concerne une Partie Contractante en vertu des articles 34 ou 35 *septiès* du présent Accord, les droits et obligations de ladite Partie Contractante sont fixés conformément aux dispositions ci-dessous, sous réserve de décisions qui pourraient être prises par l'Organisation, en accord avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, pour des prêts consentis dans des circonstances spéciales en vertu des articles 10 *bis* ou 13 du présent Accord."

Article 5

1. Les articles 1 à 4 du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de l'Accord.

2. Le présent Protocole Additionnel sera ratifié. Il entrera en vigueur lors de l'entrée en vigueur de l'Accord, ou, si le présent Protocole Additionnel n'est pas ratifié par tous les Signataires à cette date, dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

3. Le présent Protocole Additionnel demeurera en vigueur jusqu'à la terminaison de l'Accord; les dispositions des articles 34, 35 *septiès* et 36 de l'Accord s'appliquent au présent Protocole Additionnel dans les mêmes conditions qu'à l'Accord.

Article 6

Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 5 ci-dessus, les Parties au présent Protocole Additionnel appliqueront ses dispositions avec effet à partir de la période comptable commençant au 1er juillet 1957.

ment in order to decide, in consultation with the Government of the United States of America, on the conditions on which Article 11 may remain in force as from 1st July, 1958.

(b) The present Agreement shall terminate on 30th June, 1958, with regard to any Contracting Party which does not take part in the decision taken by the Organisation by virtue of paragraph (a) of the present Article, and paragraph (e) of Article 34 shall then apply to that Contracting Party.

(c) Article 11 shall remain in force between the other Contracting Parties, without prejudice to the provisions of paragraph (b) of Article 36, on conditions which they shall determine."

Article 4

Paragraph 1 of Annex B to the Agreement shall be amended and shall read as follows:

"1. When the present Agreement terminates with regard to any Contracting Party under Articles 34 or 35 *septies* thereof, the rights and obligations of that Contracting Party shall be determined in accordance with the following provisions, subject, however, to any decision which the Organisation may take in agreement with the Government of the United States of America concerning credits granted in special circumstances by virtue of Articles 10 *bis* or 13 of the present Agreement."

Article 5

1. Articles 1 to 4 of the present Supplementary Protocol shall form an integral part of the Agreement.

2. The present Supplementary Protocol shall be ratified. It shall come into force as soon as the Agreement comes into force or, if the present Supplementary Protocol has not been ratified by all the Signatories by that date, it shall come into force upon the deposit of the instruments of ratification by all Signatories.

3. The present Supplementary Protocol shall remain in force until the termination of the Agreement, provided that Articles 34, 35 *septies* and 36 of the Agreement shall apply in relation to the present Supplementary Protocol as they apply to the Agreement.

Article 6

Notwithstanding the provisions of paragraph 2 of Article 5, the Parties to the present Supplementary Protocol shall apply its provisions with effect as from the accounting period beginning on 1st July, 1957.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole Additionnel.

FAIT à Paris, le vingt-huit juin mil neuf cent cinquante sept, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires du présent Protocole Additionnel.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:
For the Federal Republic of Germany:

(s.) KARL WERKMEISTER

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

(s.) HERBERT PRACK

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

(s.) R. OCKRENT

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

(s.) M. A. WASSARD

Pour la République Française:
For the French Republic:

(s.) FRANÇOIS VALÉRY

Pour le Royaume de Grèce:
For the Kingdom of Greece:

(s.) THÉODORE CHRISTIDIS

IN WITNESS WHEREOF the undersigned Plenipotentiaries duly empowered, have signed the present Supplementary Protocol.

DONE in Paris, this twenty eighth day of June, Nineteen Hundred and Fifty Seven, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in a single copy which shall remain deposited with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation, by whom certified copies will be communicated to all the Signatories of the present Supplementary Protocol.

Étant donné que l'Irlande fait partie de la zone sterling, les dispositions du présent Protocole Additionnel n'exigent de sa part aucune mesure spéciale et le présent Protocole Additionnel est signé au nom de l'Irlande sous cette réserve qu'il est entendu que le fonctionnement dudit Protocole Additionnel ne modifiera en rien les arrangements existants qui régissent les paiements entre elle et les autres Parties Contractantes.

In the existing circumstances, as Ireland is a member of the sterling area, the provisions of the present Supplementary Protocol require no specific action by her and signature of the present Supplementary Protocol on her behalf is subject to the understanding that its operation will not modify the existing arrangements governing payments between her and the other Contracting Parties.

Pour l'Irlande:
For Ireland:

(s.) WILLIAM P. FAY

Pour la République d'Islande:
For the Republic of Iceland:

(s.) H. G. ANDERSEN

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

(s.) G. COSMELLI

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
For the Grand Duchy of Luxembourg:

(s.) N. HOMMEL

Pour le Royaume de Norvège:
For the Kingdom of Norway:

(s.) JENS BOYESEN

Pour le Royaume des Pays-Bas:
For the Kingdom of the Netherlands:

(s.) E. A. LIEFRINCK

Pour la République Portugaise:
For the Portuguese Republic:

(s.) J. CALVET DE MAGALHÃES

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

(s.) HUGH ELLIS-REES

Pour la Suède:
For Sweden:

(s.) BERTIL SWÄRD

Pour la Confédération Suisse:
For the Swiss Confederation:

(s.) GÉRARD BAUER

Pour la République Turque:
For the Turkish Republic:

(s.) MEHMET ALI TINEY

C. VERTALING**Negende Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie van 19 september 1950**

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, de Republiek Oostenrijk, het Koninkrijk België, het Koninkrijk Denemarken, de Franse Republiek, het Koninkrijk Griekenland, Ierland, de Republiek IJsland, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk Noorwegen, het Koninkrijk der Nederlanden, de Portugese Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland, Zweden, de Zwitserse Bondsstaat en de Turkse Republiek;

Ondertekenaars van het op 19 september 1950 ondertekende Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie (hierna te noemen het „Verdrag”), en van het op dezelfde datum ondertekende Protocol van voorlopige toepassing van het Verdrag, hetwelk in de eerste paragraaf bepaalt, dat de bepalingen van het Verdrag voorlopig worden toegepast, alsof het met ingang van 1 juli 1950 in werking ware getreden;

Ondertekenaars van het Tweede, het Derde, het Vierde, het Vijfde, het Zesde, het Zevende en het Achtste Aanvullend Protocol tot wijziging van het Verdrag, onderscheidenlijk ondertekend op 4 augustus 1951, 11 juli 1952, 30 juni 1953, 30 juni 1954, 29 juni 1955, 5 augustus 1955 en 29 juni 1956;

Eeraan herinnerende, dat krachtens een op 5 oktober 1954 te Londen geparafeerd Memorandum houdende een overeenkomst tussen de Regeringen van Italië, het Verenigd Koninkrijk, de Verenigde Staten van Amerika en Zuidslavië met betrekking tot het Vrije Gebied van Triëst, het Militaire Geallieerde Bestuur van de Brits-Amerikaanse zone van het Vrije Gebied van Triëst met ingang van 26 oktober 1954 werd beëindigd, en dat krachtens dat Memorandum de Italiaanse Regering met ingang van die datum het beheer overnam van het gebied waarvoor de verantwoordelijkheid voor dat Memorandum aan haar is toevertrouwd;

Overeengekomen zijnde, bepaalde wijzigingen in het Verdrag aan te brengen;

In aanmerking nemende de Beslissing van 28 juni 1957, waarbij de Raad van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking de tekst van dit Aanvullend Protocol heeft goedgekeurd;

Verlangend de bepalingen van dit Aanvullend Protocol onverwijld in werking te stellen;

Zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Lid *b* van artikel 19 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*b*. De beslissingen welke door de Raad krachtens dit Verdrag worden genomen, worden, behoudens de bepalingen van lid *c* en lid *d* van dit artikel en van artikel 35*septies*, genomen met goedvinden van alle Verdragsluitende Partijen uitgezonderd die, welke afwezig zijn of zich onthouden. Niettemin:

1. wordt de toestemming van een Verdragsluitende Partij niet vereist voor de aanvaarding van een beslissing volgens welke de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van die Verdragsluitende Partij overeenkomstig artikel 33 wordt geschorst, of voor de aanvaarding van een beslissing welke is genomen in de periode gedurende welke de toepassing van dit Verdrag ten aanzien van die Verdragsluitende Partij is geschorst, en

2. neemt een land ten aanzien van hetwelk dit Verdrag is geëindigd, deel in de beslissingen waarbij het krachtens paragraaf 6 van Bijlage B van dit Verdrag is betrokken.”

Artikel 2

Lid *a* van artikel 20 van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„*a*. De Commissie van Bestuur bestaat uit niet meer dan zeven leden, die door de Raad worden benoemd uit de personen welke door de Verdragsluitende Partijen zijn aangewezen. Enig lid benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke dit Verdrag krachtens artikel 34 of 35*septies* eindigt, houdt dien-tengevolge op lid te zijn van de Commissie van Bestuur. Tenzij de Organisatie anders beslist, kan geen lid benoemd op voordracht van een Verdragsluitende Partij ten aanzien van welke toepassing van dit Verdrag krachtens artikel 33 is geschorst, gedurende de periode van schorsing vergaderingen van de Commissie van Bestuur bijwonen. De leden hebben, tenzij de Organisatie anders beslist, zitting voor de tijd van een jaar; zij kunnen worden herbenoemd.”

Artikel 3

Een nieuw artikel 35*septies* wordt ingevoegd in het Verdrag na artikel 35*sexies*, hetwelk als volgt luidt:

„Artikel 35*septies*

Verdere verlenging van de werking van artikel 11

a. De Organisatie zal niet later dan 31 maart 1958 een algemeen onderzoek instellen naar de werking van dit Verdrag, teneinde in

overleg met de Regering van de Verenigde Staten van Amerika de voorwaarden vast te stellen, waaronder artikel 11 van kracht zal kunnen blijven na 1 juli 1958.

b. Dit Verdrag eindigt op 30 juni 1958 ten opzichte van elke Verdragsluitende Partij welke niet heeft deelgenomen in de beslissing van de Organisatie, bedoeld in lid *a* van dit artikel, in welk geval lid *e* van artikel 34 van toepassing zal zijn op die Verdragsluitende Partij.

c. Artikel 11 zal, onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 36, lid *b*, van kracht blijven tussen de andere Verdragsluitende Partijen onder de voorwaarden welke zij zullen vaststellen."

Artikel 4

Paragraaf 1 van Bijlage B van het Verdrag wordt gewijzigd en gelezen als volgt:

„1. Indien dit Verdrag ten aanzien van een Verdragsluitende Partij eindigt krachtens artikel 34 of 35*septies*, worden de rechten en verplichtingen van die Verdragsluitende Partij vastgesteld overeenkomstig de volgende bepalingen, behoudens de beslissingen welke de Organisatie in overeenstemming met de Regering van de Verenigde Staten van Amerika kan nemen inzake kredieten in bijzondere omstandigheden verleend krachtens artikel 10*bis* of 13 van dit Verdrag.”

Artikel 5

1. De artikelen 1 tot en met 4 van dit Aanvullend Protocol vormen een integrerend deel van het Verdrag.

2. Dit Aanvullend Protocol zal worden bekrachtigd. Het zal in werking treden zodra het Verdrag in werking treedt, of, indien dit Aanvullend Protocol op dat tijdstip nog niet door alle ondertekenaars is bekrachtigd, na de nederlegging van de akten van bekrachtiging door alle ondertekenaars.

3. Dit Aanvullend Protocol blijft van kracht tot de beëindiging van het Verdrag, met dien verstande dat de bepalingen van de artikelen 34, 35*septies* en 36 van het Verdrag gelijke toepassing vinden op dit Aanvullend Protocol als op het Verdrag.

Artikel 6

Niettegenstaande de bepalingen van artikel 5, lid 2, zullen de Partijen bij dit Aanvullend Protocol met ingang van de verrekeningsperiode beginnende op 1 juli 1957 de bepalingen daarvan toepassen.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Aanvullend Protocol hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, de achtentwintigste juni negentienhonderd zevenenvijftig, in de Engelse en de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift hiervan zal zenden aan alle ondertekenaars van dit Aanvullend Protocol.

(Voor de ondertekeningen zie na de Franse en de Engelse tekst, blz. 8 e.v.; de vertaling van het bij de ondertekening voor Ierland gemaakte voorbehoud luidt als volgt:

Onder de huidige omstandigheden, waar Ierland tot het sterlinggebied behoort, vergen de bepalingen van dit Aanvullend Protocol geen bijzondere maatregelen van Ierland en wordt dit Aanvullend Protocol voor Ierland ondertekend onder het voorbehoud, dat het wel verstaan is, dat de werking van het Aanvullend Protocol geen wijziging zal brengen in de bestaande regelingen die de betalingen tussen Ierland en de andere Verdragsluitende Partijen beheersen.)

D. GOEDKEURING

Het Protocol behoeft de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 60, lid 2, van de Grondwet, alvorens te kunnen worden bekrachtigd.

E. BEKRACHTIGING

De volgende Staten hebben, overeenkomstig artikel 5, lid 2, van het Protocol, hun akte van bekrachtiging bij de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Europese Economische Samenwerking te Parijs nedergelegd:

Zwitserland	1 juli 1957
Ierland	23 augustus 1957
Denemarken	16 september 1957
Oostenrijk	4 oktober 1957

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Protocol zullen ingevolge artikel 5, lid 2, in werking treden nadat het Protocol door alle Partijen is bekrachtigd, doch niet vóór de inwerkingtreding van het Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie. Het Protocol heeft op grond van artikel 5, lid 3, dezelfde werkingsduur als genoemd Verdrag.

De bepalingen van het Protocol worden ingevolge artikel 6 voorlopig toegepast met ingang van 1 juli 1957.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Protocol slechts voor Nederland.

J. GEGEVENS

Van het op 19 september 1950 te Parijs gesloten Verdrag inzake oprichting ener Europese Betalings Unie, welk Verdrag door het onderhavige Protocol wordt gewijzigd, is de tekst zoals die is gewijzigd en aangevuld tot op 1 april 1953, opgenomen in *Trb.* 1953, 40; zie ook *Trb.* 1956, 59.

De Organisatie voor Europese Economische Samenwerking, waarnaar in de preambule en elders in het onderhavige Protocol wordt verwezen, is opgericht bij het Verdrag van Parijs van 16 april 1948, waarvan tekst en vertaling zijn opgenomen in *Stb.* I 434.

Uitgegeven de dertiende november 1957.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

J. LUNS.